

Levée de boucliers contre le commerce des armes
Témoignage devant le Sénat du Canada, le 22 novembre 2018
Professeure Erika Simpson

Bien des gens dans le sud-ouest de l'Ontario se sont réjouis en février 2014 lorsque la société General Dynamics Land Systems de London a obtenu un contrat de plusieurs milliards de dollars pour la construction de véhicules blindés pour l'Arabie saoudite, car ce contrat devait créer et maintenir environ 3 000 emplois à London, une ville aux prises avec des difficultés économiques. Le premier ministre Justin Trudeau a déclaré qu'il ne souhaitait pas faire marche arrière dans cette affaire, qui a été négociée par le gouvernement conservateur précédent. En 2016, le ministre des Affaires étrangères, Stéphane Dion, a toutefois dit aux journalistes aux Nations Unies, à New York, que le Canada allait resserrer les règles pour la vente d'armes afin de s'assurer que les équipements qu'il vend ne sont pas utilisés à mauvais escient¹.

Maintenant que l'enthousiasme pour le contrat s'est dissipé, nous devrions nous demander comment lier éthiquement la vente d'armements militaires, comme des véhicules blindés légers (VBL), au bilan en matière de droits de la personne des régimes non démocratiques régulièrement cités par des organisations telles qu'Amnistie internationale et Human Rights Watch comme ayant commis de graves violations des droits de la personne.

L'Arabie saoudite a choqué le monde entier en 2016 en exécutant 47 personnes en un seul jour, dont le religieux musulman chiite Sheikhi Nimr al-Nimr². L'arrestation de Samar Badawi, éminent défenseur des droits de la personne, et l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi ne sont que les derniers exemples du mépris de l'Arabie saoudite pour les droits de la personne et constituent de nouvelles preuves de la campagne continue réalisée par les autorités pour éliminer toutes formes de dissidence pacifique³. « En réalité, la situation des droits de la personne en Arabie saoudite est catastrophique et quiconque se risque à souligner des failles dans le système est qualifié de criminel et jeté en prison », a déclaré Said Boumedouha, directeur adjoint d'Amnistie internationale pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord⁴.

En exécutant d'éminents critiques du régime et en emprisonnant d'importants militants des droits de la personne, l'Arabie saoudite fait fi de ses obligations internationales et affiche un mépris flagrant à l'égard des droits à la liberté d'expression et d'association.

En outre, on soupçonne fortement les forces saoudiennes d'être responsables de violations des droits de la personne et du droit international dans d'autres pays, notamment à Bahreïn et au Yémen. John Polanyi, lauréat du prix Nobel de chimie à l'Université de Toronto, cite des rapports de l'ONU selon lesquels l'Arabie saoudite cible les civils dans ses bombardements au Yémen, ce qui fait que nous avons donc « l'obligation morale et juridique de réexaminer la vente de ce grand nombre de véhicules blindés qui peuvent servir à tuer⁵ ».

Le Canada a déjà vendu des VBL à l'Arabie saoudite : plus de 1 000 unités ont été livrées au début des années 90, et 700 en 2009⁶. Cela fait maintenant plus de vingt ans que les Saoudiens utilisent nos VBL. La tradition et la familiarité sont donc des facteurs qui sont pris en considération au moment de l'achat⁷. Les VBL canadiens comptent parmi les meilleurs véhicules multifonctionnels sur roues au monde. La géographie et le réseau routier de l'Arabie saoudite

sont des milieux difficiles, et les Saoudiens bénéficieront ainsi du peu d'entretien dont ces véhicules ont besoin, de même que de leurs performances élevées et de leur grande flexibilité, ce qui leur permet de réduire le nombre de capotages, de véhicules coincés et d'autres problèmes liés au terrain.

Il s'agit d'une « victoire olympique pour le Canada et les fabricants canadiens », a déclaré dans un communiqué le président de Manufacturiers et Exportateurs du Canada, Jayson Myers. « Comme toutes les victoires, elle résulte d'un travail d'équipe dans lequel le gouvernement a joué un rôle crucial. Tous les Canadiens devraient être fiers de cette victoire record⁸. »

Avec ce contrat majeur, le Canada s'est montré plus concurrentiel que la France et l'Allemagne. Si nous n'avions pas remporté ce contrat, le gouvernement saoudien aurait probablement acheté des systèmes similaires aux Européens.

Le président des États-Unis, Donald Trump, présente de manière convaincante un argument de poids contre l'annulation de l'accord saoudien et l'imposition de sanctions contre le pays. Comme des générations de marchands d'armes avant lui, Trump a déclaré que s'ils annulaient l'accord de 110 milliards de dollars conclu par les États-Unis avec l'Arabie saoudite, un accord qui représente des centaines de milliers d'emplois américains, les Saoudiens achèteraient ailleurs.

« Pensez-y : 110 milliards de dollars américains. Tout ce qu'ils vont faire, c'est donner le contrat à d'autres pays, et je pense que ce serait très stupide. » [TRADUCTION]

Selon Trump, Washington ne devrait pas bloquer les ventes militaires à Riyad même si les allégations concernant Khashoggi sont avérées : « Je pense en fait que nous nous punirions nous-mêmes en faisant cela » [TRADUCTION], a-t-il déclaré. Il affirme que si les Saoudiens n'achètent pas leurs armes aux États-Unis, ils les achèteront à la Russie⁹.

Mais le fait de vendre nos équipements pour de l'argent saoudien signifie que le Canada contribue à soutenir le gouvernement saoudien jusqu'en 2028, c'est-à-dire jusqu'à la fin de cet accord de 14 ans, ce qui est une très longue période pour tolérer le terrible bilan de l'Arabie saoudite en matière de droits de la personne.

Nous pouvons croire que d'autres pays, dotés de garanties moins strictes, s'empresseront de leur vendre leurs marchandises – et que la course aux armements et la prolifération d'armes se poursuivront¹⁰. Nous sommes aux prises avec un dilemme structurel, dont la seule issue consiste à « faire confiance, mais vérifier », comme l'a avancé le président Ronald Reagan lors de la signature du Traité de limitation des armes nucléaires à moyenne portée, que Trump est sur le point d'annuler¹¹.

Aux prises avec de tels dilemmes, des stratégies éprouvées consistent à en parler, à faire connaître notre point de vue, à être plus transparent et à donner l'heure juste aux autorités¹². Par contre, ce que disent et font les étudiants saoudiens dissidents et les résidents de London a peu d'importance; il serait peut-être plus intelligent et mieux à long terme d'éviter de telles discussions, et de laisser notre collectivité gagner financièrement sur le dos des opprimés¹³.

Chaque année, la population d'étudiants universitaires est composée de quelques ressortissants saoudiens, ainsi que d'étudiants d'autres pays non démocratiques. Je n'oublierai jamais comment un Saoudien téméraire nous a expliqué comment la montée au pouvoir du prince héritier était une mascarade, puis comment il a réprimé des centaines de princes en les emprisonnant dans un somptueux hôtel. Si des groupes de personnes, comme cet étudiant, adoptent une attitude courageuse, la perspective que davantage de pays annulent des accords sur les armes, que d'autres scandales éclatent et que le monde entier affiche son aversion pourrait entraîner des changements à la tête de la famille Al Saud au pouvoir. La Rose blanche, un groupe allemand antinazi, a publié des tracts pour s'opposer à Hitler; un geste pitoyable face au totalitarisme, mais ces jeunes étudiants ne seront jamais oubliés¹⁴.

Les tensions modérées au sein de l'Arabie saoudite sont déjà en train de se transformer en une partie de jeu stratégique, avec la guerre au Yémen, le conflit grandissant avec l'Iran et la politique de la force avec les États-Unis et la Turquie. Les VBL pourraient vraisemblablement être utilisés à Bahreïn et au Yémen, ainsi qu'en Arabie saoudite par la Garde nationale, qui est séparée du reste de l'armée et sert de contrepoids politique. Mais l'utilisation finale des VBL demeure incertaine. Il devrait y avoir plus de transparence sur cette question.

Michael Byers, professeur à l'Université de la Colombie-Britannique et titulaire de la Chaire de recherche du Canada en politique mondiale et en droit international, a écrit en 2016 que les preuves émanant d'un groupe d'experts de l'ONU indiquaient que les gestes de l'Arabie saoudite au Yémen constituaient possiblement des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, et que l'interdiction de cibler des civils de manière généralisée et systématique a le même poids juridique que l'interdiction de génocide; « le contrat avec l'Arabie saoudite est nul¹⁵ ».

Il y a quelques années, le ministre des Affaires mondiales, Stéphane Dion, a déclaré que le gouvernement fédéral n'annulerait pas le contrat, mais que le Canada s'engagerait dans un processus très vigoureux pour s'assurer que les VBL ne sont pas utilisés à mauvais escient¹⁶. En fait, le nombre exact de VBL qui ont été exportés ou qui le seront encore n'a pas été révélé; seul le montant du contrat, d'une valeur de 13 à 15 milliards de dollars ici en Ontario, a été révélé. Mais puisque ce sont des Canadiens qui profiteront de l'argent et des emplois, on ne s'est que peu interrogé sur le bilan du gouvernement saoudien en matière de droits de la personne à Bahreïn et au Yémen.

Au début, les conservateurs, les experts de la défense et les dirigeants de General Dynamics ne tarissaient plus d'éloges les uns pour les autres pour tous les efforts qu'ils ont déployés en vue de remporter le contrat pour le secteur manufacturier ontarien¹⁷. En réalité, alors que des millions de personnes en Arabie saoudite souffraient des restrictions imposées par le gouvernement saoudien antidémocratique, on ne savait pas trop combien de personnes seraient embauchées par General Dynamics. Selon certains rapports, beaucoup seraient exploitées au moyen de contrats à court terme, le nombre de postes permanents nouvellement créés grâce au contrat varie, et il est difficile de savoir combien de travailleurs perdront leur emploi dans les entreprises sous-traitantes si le contrat est retardé ou annulé¹⁸.

Project Ploughshares a depuis découvert qu'au moment de l'annonce de l'accord saoudien, en février 2014, les permis d'exportation requis n'avaient pas encore été délivrés¹⁹. Il s'agit d'un point de grande importance, puisque l'un des critères clés des permis d'exportation est la réalisation d'une évaluation des droits de la personne visant à déterminer que l'accord en question ne contrevient pas aux politiques de contrôle des exportations du Canada. Le gouvernement aurait dû appliquer dès le début les règles strictes en matière d'exportation, qui garantissent que nos équipements militaires ne sont pas utilisés contre des civils. « Les normes existantes sont déjà suffisamment claires et nous n'avons pas besoin de nous efforcer d'être créatifs », a déclaré Cesar Jaramillo, directeur exécutif de Project Ploughshares en 2014. « L'objectif de ces règles est précisément de garantir que les produits fabriqués au Canada ne sont pas utilisés à mauvais escient²⁰. »

Nous pouvons voir chaque jour sur nos écrans de télévision ce que d'autres gouvernements autoritaires, tels que l'Égypte, l'Iraq, la Jordanie et la Syrie, peuvent faire à leurs populations civiles. Il faut poser plus de questions éthiques dès le départ, en particulier à un moment où l'industrie canadienne de l'armement se tourne vers le Moyen-Orient pour trouver de nouveaux clients. L'Arabie saoudite, à l'instar de nombreux autres États du Moyen-Orient, possède des stocks excessifs d'armes, car les titans saoudiens du pétrole semblent incapables de penser à d'autres façons de dépenser les tonnes d'argent qu'ils font avec le pétrole. Une solution efficace pourrait être de lier nos ventes de matériels militaires à une amélioration du bilan du régime saoudien en matière de droits de la personne.

Nous devons prendre des mesures plus énergiques pour garantir que les nouveaux équipements produits par les travailleurs canadiens ne servent pas à violer encore plus les droits des peuples du Moyen-Orient, notamment ceux des femmes et des homosexuels. En vertu du système discriminatoire de tutelle en Arabie saoudite, il est interdit aux femmes et aux filles de conduire un véhicule et de voyager, de mener des affaires officielles ou de subir certaines interventions médicales sans l'autorisation de leur tuteur masculin. Des exigences très strictes en matière de travail et de vêtements sont appliquées; des décrets gouvernementaux réglementent le travail des femmes et imposent des conditions strictes de ségrégation entre les sexes sur les lieux de travail, interdisant aux travailleuses d'interagir avec les hommes. Les femmes sont exclues de certaines professions et traitées comme des citoyennes de deuxième classe. La loi exige de toutes les femmes saoudiennes qu'elles obtiennent la permission d'un tuteur masculin avant de se marier, d'acquiescer un emploi rémunéré ou d'entreprendre des études supérieures. Il n'y a pratiquement aucune condamnation de la violence domestique. Ces règles discriminatoires signifient que des millions de femmes continuent d'être coincées dans des relations violentes et abusives ou de se voir interdire de poursuivre une formation scolaire et une carrière qui les libéreraient de l'oppression patriarcale imposée par le gouvernement.

Les droits des femmes ne sont pas les seuls qui sont régulièrement violés par les restrictions saoudiennes²¹. La décapitation, la lapidation et la flagellation sont des formes acceptables de peine criminelle. Les personnes qui commettent des actes homosexuels ou qui consomment de la drogue peuvent être flagellées, emprisonnées et même exécutées. Les tribunaux peuvent imposer des peines de flagellation allant de 1 000 à 2 500 coups de fouet, et des milliers de personnes sont jugées injustement et emprisonnées de façon arbitraire. Les règlements antiterroristes du pays peuvent être utilisés pour criminaliser presque toutes les formes de critique pacifique des

autorités, et des dizaines de défenseurs des droits de la personne et d'autres personnes purgent de longues peines de prison pour avoir critiqué les autorités ou exigé des réformes du régime politique et des droits de la personne.

Au départ, le premier ministre Stephen Harper, le ministre du Commerce international Ed Fast et l'ancien maire de London, Joe Fontana, ont tous vanté les avantages économiques de cet accord pour London²². Les gros titres des nouvelles ont révélé que le maire de London, Matt Brown, et le directeur municipal principal, Art Zuidema, ont écrit à 14 conseillers municipaux pour leur dire de ne pas parler publiquement du contrat d'armement de 15 milliards de dollars. Les conseillers ont reçu la directive de renvoyer les demandes d'entrevue à un porte-parole de la mairie, qui devait donner une réponse toute faite aux demandes des médias concernant le contrat de la société locale pour la construction de VBL pour l'Arabie saoudite. Lors de sa campagne pour les élections municipales en 2014, M. Brown avait promis de créer une nouvelle ère de responsabilité et de transparence à la mairie, mais la directive cosignée par « Matt et Art » soulevait des questions sur l'opacité des administrations aux échelons fédéral, provincial et local, de même que sur l'autonomie des conseillers municipaux et leur droit d'exprimer des opinions contraires à la politique organisationnelle²³.

À l'avenir, le gouvernement fédéral devrait pouvoir examiner attentivement toutes les exportations d'armes envisagées avant de délivrer des permis pour vérifier que les considérations relatives aux droits de la personne sont sérieusement prises en compte. Nous ne devrions pas avoir à attendre les élections fédérales de 2019 ou l'intensification de la culpabilisation internationale après la mort d'un autre critique saoudien pour pouvoir soulever de telles questions. Des représentants liés au prince héritier saoudien Mohammed bin Salman (MBS) sont déjà impliqués, et le président turc Recep Tayyip Erdogan demande que 18 suspects soient traduits en justice devant un tribunal turc²⁴.

MBS – comme le désignent certaines personnes, dont M. Khashoggi – n'a que 33 ans. Peut-être qu'il grandira et apprendra que ses crises, comme sa décision abrupte d'ordonner le départ de tous les étudiants saoudiens du Canada, ne donnent pas de bons résultats. Pourtant, le royaume de succession héréditaire par les hommes réagit trop souvent avec colère, comme en témoignent les mesures excessives prises après une légère réprimande adressée sur Twitter par notre ministre des Affaires étrangères, Chrystia Freeland, concernant l'emprisonnement injuste de deux femmes ayant critiqué le régime.

À l'instar du chef conservateur Andrew Scheer, je suis réticente à accepter la perte d'emplois que causerait la suspension ou l'annulation du contrat par M. Trudeau. (Les chiffres sur la valeur du contrat vont de 13 à 15 milliards de dollars et de 2 000 et 3 000 emplois chez General Dynamics à London, en Ontario²⁵.) M. Trudeau a indiqué que la suspension ou l'annulation pourrait coûter des milliards de dollars aux contribuables, et que le contrat extrêmement difficile signé par le gouvernement Harper contenait une clause de confidentialité absolue²⁶.

Nous savons que, en mai, le docteur Tarek Loubani de London a été atteint à la jambe par un tireur embusqué à la frontière entre Gaza et Israël. Selon certaines informations, il aurait été la cible d'un tireur embusqué professionnel des forces de défense israéliennes alors qu'il portait une tenue qui l'identifiait comme un chirurgien d'urgence venant en aide aux Palestiniens

blessés durant les protestations à la frontière. Les médias et les experts ont vite accusé le gouvernement israélien de Netanyahu de déployer des tireurs embusqués. Ils ont aussi accusé les dirigeants du Hamas à Gaza de fomenter des protestations le long de la frontière. Mais si nous examinons la situation internationale dans son ensemble, nous constatons que le blâme devrait principalement être porté sur le commerce mondial des armes.

« Les armes sont la forme de monnaie la plus polyvalente », affirme Samantha Nutt, une autre médecin et fondatrice de l'organisation humanitaire internationale War Child. M^{me} Nutt s'est récemment rendue en Somalie où elle a vu une misère affreuse, une anarchie généralisée et des jeunes hommes irascibles armés de fusils automatiques qui sabotent les progrès à chaque tournant.

Murray Thomson, 96 ans, cofondateur de Project Ploughshares, une organisation non gouvernementale de Waterloo qui s'oppose au commerce d'armes, a déploré le fait que l'Association des industries canadiennes de défense et de sécurité (AICDS) a organisé en 2018 un salon professionnel pour les entreprises qui fabriquent des armes conçues pour mutiler ou tuer et en promeuvent l'exportation et la vente²⁷.

Harjit Sajjan, ministre de la Défense nationale du Canada, a annoncé une nouvelle initiative à l'AICDS au profit des acteurs de l'industrie, qui pourront désormais effectuer des recherches en ligne parmi plus de 200 possibilités de contrats par capacité, domaine d'investissement ou mot-clé²⁸.

En République démocratique du Congo, plus de trois millions de Congolais ont été forcés de quitter leur domicile par des milices armées, et des milliers de femmes ont été victimes de viols en bandes. Les armes à feu alimentent la violence dans ce pays riche en ressources et dans d'autres régions touchées par des conflits en Afrique.

Michael Simpson, directeur exécutif du Conseil de la Colombie-Britannique pour la coopération internationale (et mon frère), a vu en Sierra Leone des enfants soldats de moins de 12 ans portant des armes à feu illégales. On leur donne des drogues pour nourrir leur colère, et des atrocités sont ainsi commises que personne, pas même les enfants, ne peut se rappeler ou croire plus tard.

En Syrie, des millions de personnes sont piégées par des milices armées. Au moins quatre groupes de combattants distincts en Syrie sont armés d'armes légères et de petit calibre. Au Honduras, des milliers de personnes ont dénoncé les élections frauduleuses et ont été réprimées par les forces de sécurité au moyen d'armes meurtrières. Des douzaines de personnes ont été tuées et de nombreuses autres blessées.

Beaucoup de personnes (en particulier aux États-Unis) soutiennent que les armes à feu ne tuent pas, que ce sont les personnes qui tuent, et que si les gens ne peuvent pas se procurer facilement des armes, ils se massacreront à coups d'épée, de machette et de couteau. Il est vrai que les épées, les machettes et les couteaux peuvent causer des ravages, mais les armes à feu et les véhicules blindés mécanisés sont beaucoup plus dangereux quand ils sont placés entre de mauvaises mains.

Au Pakistan, Malala Yousafzai avait 15 ans quand on lui a délibérément tiré une balle dans la tête. Par miracle, elle a survécu et est devenue une championne de l'éducation des enfants et des jeunes. À l'annonce qu'elle avait été nommée colauréate du prix Nobel de la paix, Malala a déclaré que les armes à feu font partie du problème. « Mon objectif, a-t-elle expliqué, n'était pas de recevoir le prix Nobel de la paix, mais de mettre fin à la violence armée et de veiller à ce que tous les enfants aient la possibilité d'apprendre²⁹. »

Tout comme la traite d'esclaves, le commerce des armes est immoral. Pourtant, le Canada a grimpé en flèche dans les classements mondiaux et est maintenant le deuxième marchand d'armes en importance au Moyen-Orient grâce à la vente massive de véhicules de combat à l'Arabie saoudite. Le contrat de 15 milliards de dollars de General Dynamics pour des VBL fabriqués à London est la plus importante vente d'armes de l'histoire canadienne³⁰.

Les représentants du ministère des Affaires mondiales ont tenté de détourner les critiques persistantes concernant le contrat avec l'Arabie saoudite en rétorquant que le Canada respectera le TCA, le Traité sur le commerce des armes, une entente internationale. Selon un document d'information publié par Amnistie internationale, les obligations découlant du traité ne s'appliquent pas aux armes exportées aux États-Unis, même dans les cas où ces armes pourraient ensuite être envoyées à d'autres gouvernements ou à des groupes armés. Selon les critiques, la valeur des exportations d'armes canadiennes vers les États-Unis dépasse la valeur de toutes les autres exportations d'armes canadiennes. Ils soutiennent que l'exclusion de la vente d'armes à l'Arabie saoudite et des exportations vers les États-Unis sont des lacunes importantes dans le plan de mise en œuvre du Canada pour le TCA³¹.

Le TCA et le projet de loi C-47 seront des instruments juridiques solides qui serviront à établir des règles mondiales rigoureuses afin de mettre fin à la circulation des armes, des munitions et des articles connexes³². Ces instruments devraient être utilisés pour empêcher les gens de commettre ou de faciliter les génocides, les crimes contre l'humanité, les crimes de guerre ou les violations graves des droits de la personne.

Il est toutefois difficile de savoir si le projet de loi C-47 autorise le Canada à exempter ses exportations militaires vers les États-Unis de l'autorisation gouvernementale du ministre des Affaires mondiales. L'Accord sur le partage de la production de défense conclu en 1956 avec les États-Unis a-t-il préséance et permet-il de telles exemptions? Qui plus est, les informations sur les exportations militaires du Canada aux États-Unis seront-elles soumises à une transparence élevée et à aux normes internationales communes? Par exemple, les citoyens canadiens auront-ils accès aux informations en ligne sur les exportations militaires du Canada aux États-Unis et aux pays que le ministre des Affaires mondiales juge acceptables? Il peut falloir des mois – plus de 90 jours – pour recevoir une réponse à une demande d'accès à l'information au fédéral. Les universitaires, les journalistes et les étudiants pourraient donc achever leurs recherches avant de recevoir les informations demandées.

En conclusion, le gouvernement canadien doit agir de manière transparente et significative pour concrétiser pleinement l'intention du TCA. Les politiciens et les décideurs à tous les niveaux de gouvernement doivent prendre des mesures plus énergiques pour prévenir les atteintes graves aux droits de la personne à l'aide d'armes à feu et de chars d'assaut.

Honorables sénateurs, merci de vous pencher sur ces questions, et merci de trouver le courage de présenter des recommandations fermes au gouvernement fédéral.

Note biographique

Erika Simpson est professeure agrégée en relations internationales à l'Université Western. Elle est l'auteure du livre *NATO and the Bomb* et de nombreux articles scientifiques. Elle est une chroniqueuse régulière du Postmedia Network, la chaîne de journaux la plus importante au Canada. Elle est vice-présidente de l'Association canadienne de recherche pour la paix, et elle a été vice-présidente du Canadian Pugwash Group, un organisme national affilié à Pugwash Conferences on Science and World Affairs, une association lauréate du prix Nobel de la paix. En novembre 2015, elle a reçu le prix Shirley Farlinger pour l'accomplissement de toute une vie d'écriture pour la paix, décerné par La Voix des femmes canadiennes, une organisation non gouvernementale qui jouit d'un statut consultatif aux Nations Unies.

Notes en fin de texte

¹ Daniel Leblanc et Laura Stone, « Dion vows to toughen rules on arms sales to rogue regimes », *Globe and Mail*, 16 mars 2016 : <https://www.theglobeandmail.com/news/politics/saudi-arms-contract-must-be-honoured-trudeau/article29259042/>; cité dans Erika Simpson, « Canada's Arms Deal with Saudi Arabia », *Peace Magazine*, vol. 32, n° 2, avril-juin, 2016, p. 13.

² « Saudi Arabia executes 47 people in one day including Shia cleric », *The Guardian*, 2 janvier 2016 : <https://www.theguardian.com/world/2016/jan/02/saudi-arabia-executes-47-people-in-one-day-including-iranian-cleric>.

³ Ben Hubbard, « Saudi Arabia arrests Samar Badawi, human rights advocate », *The New York Times*, 12 janvier 2016 : <https://www.nytimes.com/2016/01/13/world/middleeast/saudi-arabia-arrests-samar-badawi-human-rights-advocate.html>; et Mark Landler et David D. Kirkpatrick, « Turkey's President says recording of Khashoggi's killing was given to U.S. », *New York Times*, 10 novembre 2018 : <https://www.nytimes.com/2018/11/10/world/middleeast/jamal-khashoggi-murder-turkey-recordings.html>.

⁴ Amnistie internationale, « Saudi Arabia: Arrest of human rights defender Samar Badawi latest attempt to intimidate activists », communiqué de presse, 12 janvier 2016; et « Free Saudi Arabian human rights activists on hunger strike », communiqué de presse, 6 mars 2014 : <https://www.amnesty.org/en/press-releases>.

⁵ Peter Kuitenbrouwer, « Federal Liberals look to ramp up weapons sales in Middle East », *National Post*, 18 mars 2016.

⁶ Lee Berthiaume, « Government touts \$10 billion contract to arms Saudi Arabia amid human rights concerns ».

⁷ Erika Simpson, « Canadians keep asking questions about Saudi arms deal », *MPC Journal: Mashreq Politics and Culture*, 10 avril 2016 : <http://mpc-journal.org/blog/2016/04/10/canadians-keep-asking-questions-about-saudi-arms-deal/>.

⁸ Manufacturiers et Exportateurs du Canada, « General Dynamics Land Systems-Canada announces multi-billion dollar contract », *Canada.com News*, 14 février 2014 : <https://o.canada.com/news/canadian-arm-of-weapons-maker-wins-10-billion-saudi-deal>.

⁹ Reuters, « Missing scribe: Trump against cancelling arms sales to Saudis », *China Daily*, 14 octobre 2018 : <https://www.chinadailyhk.com/articles/166/105/29/1539487625860.html>; cité dans Erika Simpson, « Dissent, daring – and death », *Special to Postmedia News*, 2 novembre 2018 : <https://lfpres.com/opinion/columnists/simpson-dissent-daring-and-death>.

¹⁰ Erika Simpson, « The prime minister's dilemma », *Special to Postmedia News*, 24 août 2018 : <https://lfpres.com/opinion/columnists/simpson-the-prime-ministers-dilemma>.

¹¹ Erika Simpson, « The INF Treaty », *Special to Postmedia News*, sera publié le 17 novembre 2018.

¹² Erika Simpson, « Game Theory and Peace Research: Professor Anatol Rapoport's Contributions », *In Factis Pax: In Knowledge there is Peace*, vol. 12, n° 1, 2018, p. 38-58 : <http://www.infactispax.org/wp-content/uploads/2015/06/Simpson-V12.1-.pdf>.

¹³ Heather Rivers, « We need to talk about our role in \$15B Saudi arms deal », *London Free Press*, 2 novembre 2018 : <https://lfpres.com/news/local-news/lfp-longform-we-need-to-talk-about-our-role-in-15b-saudi-arms-deal>.

¹⁴ Erika Simpson, « Dissent, daring – and death », *Special to Postmedia News*, 2 novembre 201 : <https://lfpres.com/opinion/columnists/simpson-dissent-daring-and-death>.

¹⁵ Michael Byers, « Why the Saudi arms deal is void », *Globe and Mail*, 17 mars 2017 : <https://www.theglobeandmail.com/opinion/why-the-saudi-arms-deal-is-void/article29264871/>.

¹⁶ Emily Chan, « Canada 'will not cancel' Saudi arms deal, despite mass executions: Dion », *CTV News*, 5 janvier 2016 : <http://www.ctvnews.ca/politics/canada-will-not-cancel-saudi-arms-deal-despite-mass-executions-dion-1.2724037>.

¹⁷ Erika Simpson, « Forgotten amid the cheering », *Special to Postmedia Network*, 4 avril 2014 : <https://ir.lib.uwo.ca/cgi/viewcontent.cgi?referer=https://www.google.ca/&httpsredir=1&article=1063&context=politicalsciencepub>.

¹⁸ Confidential correspondence with former employees at GD in London, 5 avril 2014 – 11 novembre 2018.

¹⁹ Cesar Jaramillo, « Ten facts about Canada's arms deal with Saudi Arabia », *OpenCanada.Org*, 25 septembre 2015 : <https://www.opencanada.org/features/ten-facts-about-canadas-arms-deal-with-saudi-arabia/>.

²⁰ Daniel Leblanc et Laura Stone, « Dion vows to toughen rules on arms sales to rogue regimes », *Globe and Mail*, 16 mars 2016 : <https://www.theglobeandmail.com/news/politics/saudi-arms-contract-must-be-honoured-trudeau/article29259042/>; cité dans Erika Simpson, « Canada's Arms Deal with Saudi Arabia », *Peace Magazine*, vol. 32, n° 2, avril-juin, 2016, p. 13.

²¹ Par exemple, voir les rapports annuels rendus accessibles depuis 2012 par Human Rights Watch, comme le Rapport mondial 2018 : <https://www.hrw.org/world-report/2018/country-chapters/saudi-arabia>; voir les communiqués de presse rendus accessibles depuis 2012 par Amnestie internationale : <https://www.amnesty.org/fr/>.

²² Craig Gilbert, « London epicenter of epic export deal », *The Hamilton Spectator*, 14 février 2014.

²³ Erika Simpson, « Canadians keep asking questions about Saudi arms deal », *MPC Journal*.

²⁴ Mark Landler et David D. Kirkpatrick, « Turkey's President says recording of Khashoggi's killing ».

²⁵ « Canadian arms of weapons maker General Dynamics wins ‘biggie’ Saudi contract worth up to \$13-billion », 14 février 2014 : <http://business.financialpost.com/investing/canadian-arm-of-weapons-maker-general-dynamics-wins-biggie-saudi-contract-worth-up-to-13-billion>.

²⁶ La Presse canadienne – Joan Bryden, « Penalty for cancelling Saudi arms contract ‘in the billions,’ Trudeau says », *Financial Post*, 26 octobre 2018 : <https://business.financialpost.com/news/economy/cancelling-saudi-arabia-arms-deal-would-cost-1-billion-trudeau-2>.

²⁷ Correspondance avec Murray Thomson à Ottawa, septembre-novembre 2018.

²⁸ Janes 360, « CANSEC 2018: Defence Investment Plan launched », 31 mai 2018 : <https://www.janes.com/article/80522/defence-investment-plan-launched-cansec18d2>.

²⁹ Erika Simpson, « Up in arms about the global arms trade », *Special to Postmedia Network*, 1^{er} juin 2018 : <https://lfpres.com/opinion/columnists/simpson-up-in-arms-about-the-global-arms-trade>.

³⁰ David Chidley, « Canada now the second biggest arms exporter to Middle East, data show », *Globe and Mail*, 14 juin 2016.

³¹ Amnistie internationale, « Bill C-47 and Canadian Accession to the Arms Trade Treaty: Civil society concerns and recommendations », Mémoire présenté au Comité permanent des affaires étrangères et du développement international, octobre 2017 : <https://www.amnesty.ca/sites/amnesty/files/Civil%20society%20recommendations%20about%20Bill%20C-47.pdf>.

³² Le projet de loi C-47 est une loi modifiant la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation* et le *Code criminel* (modifications permettant l'adhésion au Traité sur le commerce des armes et autres modifications) : <http://www.parl.ca/DocumentViewer/en/42-1/bill/C-47/third-reading>.